



Monsieur le ministre,

Nous ne vous ferons pas l'injure de décrire l'état désastreux de l'Éducation nationale, vous le connaissez aussi bien que nous.

Au poste qui est désormais le vôtre, vous devez entendre, Monsieur le ministre, notre colère devant le projet de budget actuellement en discussion au Parlement. Ce projet de budget ne peut qu'inquiéter tous les défenseurs de l'École publique.

Nous ne sommes pas dupes de l'affichage d'un solde positif de créations d'emplois de professeur.e.s : il est lié aux créations d'emplois de stagiaires dans le cadre de la réforme de la formation initiale. Or, ces 7938 emplois de stagiaires, professeur.e.s du 1^{er} et du 2^d degré ou CPE sont liés à la période transitoire. L'affichage d'un solde positif d'emplois est donc conjoncturel et temporaire, lié à la cohabitation de deux concours. Derrière les affichages, il y a le choix politique assumé, celui de supprimer des emplois de professeurs, 4018 emplois dans le 1^{er} et 2^d degré, public et privé. Dans le second degré public, depuis 2017, 10 230 emplois ont été supprimés alors même que, sur la même période, les effectifs ont augmenté. De quoi invalider l'argument démographique si souvent avancé par les divers exécutifs qui se sont succédés ces dernières années, pas avarés de sorties provocatrices sur le sujet, à l'image des déclarations d'Amélie de Montchalin, ministre du budget et des comptes publics *«Nous avons besoin de plus de militaires, de plus de policiers et de gendarmes, mais moins de professeurs»*. Ce mépris et ce déni de réalité de la gravité de la situation dans l'Éducation nationale exprimé au plus haut sommet de l'État sont insupportables. Monsieur le ministre, allez-vous défendre les professeur.e.s et le service public d'Éducation face à ces propos qui ont, légitimement, choqué bon nombre de nos collègues ?

Il ne s'agit pas de nier la réalité de la baisse démographique, les chiffres sont là. Mais dans ce cas, pourquoi nier les réalités de terrain, les résultats des enquêtes syndicales, institutionnelles, les apports des experts ? Nous avons les classes les plus chargées d'Europe (et sur ce point, nous pouvons nous passer d'être en tête d'un classement international), ce qui pèse sur les conditions d'étude des élèves et de travail de nos collègues. Puisque l'Éducation nationale ne se gère pas avec un tableur Excel comme vous l'affirmez, voilà une réalité qualitative : être professeur aujourd'hui, c'est travailler dans des classes sans plus aucune place disponible, sans possibilité d'accompagner chaque élève, c'est donc une forme de travail empêché et cela pèse lourdement dans la crise de sens que traversent nos métiers. Les suppressions d'emplois de professeurs sont un non sens éducatif et pédagogique, mais elles sont aussi, à terme, défavorables d'un point de vue économique. Plusieurs économistes mais aussi l'Institut des politiques publiques (IPP) ont montré que les économies à court terme, liées à la suppression d'emplois d'enseignants, entraînent en réalité un coût économique et des pertes fiscales conséquentes à long terme.

Nous réaffirmons aussi avec force que la baisse démographique n'est pas une aubaine économique, elle est une aubaine pour faire face aux inégalités scolaires et sociales qui mine notre système éducatif. Les chercheurs l'ont montré : la taille des classes influence particulièrement l'acquisition des connaissances, en particulier chez les élèves défavorisés. Aussi, des créations d'emplois pour diminuer les effectifs dans les classes, en améliorant les taux d'encadrement de manière significative, partout, et pas juste dans une moyenne, est un impératif scolaire, social, et au final démocratique.

La baisse démographique est également une aubaine pour désintensifier le travail des personnels de l'Éducation nationale, redonner du sens à leur travail, ; c'est un levier de l'attractivité des métiers de

celles et ceux qui font l'Ecole au quotidien, sur le terrain, dans le service public parmi les plus proche de la population sur l'ensemble du territoire.

L'Éducation nationale manque de tout : d'enseignant·es et d'AESH puisque 48 726 élèves en situation de handicap étaient sans solution d'accompagnement à la rentrée, mais également d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales ou encore d'agent·es administratifs, de moyens budgétaires (par exemple, les HSE, les frais de déplacement, le Pass culture sont rabotés stoppant brutalement des projets engagés parfois depuis plusieurs mois ou empêchant des personnels de faire leur travail).

Le projet de budget prévoit encore de geler le point d'indice, et aucune mesure de revalorisation catégorielle ne semble envisageable. Pourtant les mesures prises depuis 2017 n'ont pas permis d'enrayer le déclin salarial, et donc social de nos professions. Nous ne pouvons accepter que la question de nos rémunérations et de nos carrières soit tributaire d'hypothétiques marges budgétaires. Les personnels de l'Éducation nationale tiennent seuls le service public d'Éducation. Compter sur cet engagement, au service de l'intérêt général, sans engager la revalorisation qui nous est due est d'un cynisme insupportable.

Et que dire de la baisse de deux millions des fonds sociaux, après plusieurs années de coup de rabot ? 2 millions économisés sur les élèves les plus pauvres, ce n'est pas juste un symbole, c'est le marqueur d'un budget profondément anti-social.

Parmi les revendications que nos organisations partagent, nous rappelons les urgences budgétaires au premier rang desquelles : l'augmentation des salaires sans contrepartie pour toutes et tous, l'arrêt des suppressions d'emplois prétendument légitimées par la baisse démographique, la création de tous les postes nécessaires dans nos métiers, la création d'un statut de la fonction publique pour les AESH et les moyens nécessaires à la rénovation du bâti scolaire.

Tous les personnels, quels que soient leurs métiers, témoignent de plus en plus fréquemment de la perte de sens de leurs métiers, la démission n'étant plus un sujet tabou. Selon la dernière enquête Talis, seulement 4 % des professeurs français considèrent que leur profession est valorisée dans la société. Ce n'est pas avec ce budget que les choses vont s'arranger.

Monsieur le ministre, c'est à vous d'agir et de peser pour obtenir les arbitrages budgétaires nécessaires.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action, SNALC et SUD Éducation vous demandent aussi de présenter clairement et explicitement les actions engagées pour améliorer les conditions de travail et d'étude au sein du système éducatif. Nous vous demandons aussi, au-delà des documents budgétaires présentés devant la représentation nationale, de présenter devant le CSAMEN, comme cela a été fait l'an dernier, les incidences de ce budget sur les missions de services publics.

Il n'est pas acceptable de continuer à laisser croire à la population que tout fonctionnera comme autrefois avec toujours moins de moyens humains et financiers.

A Paris, le 4/11/2025